

PLANIFICATION : PROGRAMMATION DE LA CROISSANCE
OU STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT.

(Réflexions sur le type de planification politiquement et techniquement possibles au Cameroun).

I. PLANIFICATION DE LA CROISSANCE

Une planification de la croissance "à la française" est, en gros, celle qui a prévalu pour le 2ème Plan Camerounais.

Encore qu'il conviendrait de distinguer la profonde évolution de la planification française depuis le 1er Plan Monnet jusqu'à la planification en valeur et la planification régionale du 5° Plan, on peut dire que ce type de planification suppose réalisées les conditions suivantes :

1) Conditions générales

- Une économie articulée ce qui permet d'agir en un certain point de cette économie pour obtenir ~~un résultat en un autre point~~. Cela implique qu'il existe des relations entre un certain nombre de grandeurs économiques et que ces relations sont connues et si possible mesurées.
- Un poids suffisant du secteur public pour intervenir volontairement et efficacement dans l'économie, une certaine ampleur du secteur privé pour qu'aucun agent économique privé ne joue un rôle décisif sur le marché (il faut donc que le marché intérieur dépasse une certaine taille), une limitation des contraintes extérieures (commerciales, financières et techniques) et une régulation de l'économie par les mécanismes du marché intérieur.
- Une concertation des principaux responsables de l'économie et la conscience chez ces responsables que des choix, se traduisant finalement par la répartition des disponibilités financières, sont rendus nécessaires par la limitation des ressources et qu'il est possible, en utilisant les enseignements et les techniques de la science économique moderne, d'effectuer dans une certaine mesure des choix rationnels et cohérents pour atteindre les objectifs fixés
- Un consensus général minimum sur les grandes orientations de la politique économique et sur la répartition des ressources nationales

5^e DEC. 1983

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 4043 ex 1

Cote : B

4043 ex 1

B

- Une croissance suffisante et déjà orientée de l'économie pour que la planification ne consiste plus qu'à réorienter et accélérer cette croissance ou, si on est en situation de pénurie, un volume suffisant de crédits d'investissements entre les mains de l'Etat.
- Une administration efficace, des responsables de la planification très compétents, et des agents économiques techniquement bien encadrés.

2) Conditions particulières

- Des informations chiffrées, sûres, détaillées, régulièrement et durablement accumulées non seulement par les spécialistes de la Statistique mais aussi par les administrations et les organismes économiques dans le cadre de leurs activités ordinaires.
- Des techniques-économétriques : comptabilité économique, programmation, modèles, tableaux d'échanges interindustriels, projections et prévisions etc...
- Etude et promotion permanente de projets techniquement bien conçus et rentables
- Etudes prospectives à long terme élucidant les implications des choix politiques possibles.

II. La planification comme stratégie du développement

La plupart des conditions précédentes d'une planification de la croissance ne sont pas, ou pas suffisamment remplies au Cameroun. On peut alors estimer qu'une planification conçue comme une stratégie du développement c'est-à-dire mettant en évidence les problèmes clés du développement du pays et en oeuvre les réformes de structure et les grandes actions indispensables à la solution de ces problèmes, est plus réaliste en l'état actuel du développement du Cameroun.

Cf. J.K. GALBRAITH : " Ces facteurs, efficacité du gouvernement, instruction, justice sociale, sont d'une importance cruciale. Dans beaucoup de pays quand on cherche à diagnostiquer quels sont les obstacles au progrès c'est l'absence de ces facteurs qui est essentielle ... Ce n'est qu'une fois ces obstacles levés qu'une planification complexe visant à la meilleure affectation du capital devient possible et même nécessaire".

Cf. les objectifs de la planification en Zambie : mettre en évidence les besoins les plus urgents, déterminer les facteurs d'une importance stratégique pour le développement, répondre à ces besoins essentiels, sans trop se préoccuper de mesurer l'évolution du P.I.B., en sélectionnant une poignée de projets concrets bien étudiés dans leur coût et dans leurs conséquences et en concluant pour leur exécution des accords fermes avec les gouvernements étrangers ou avec les sociétés étrangères.

Cf. J. AUSTRUY : la croissance est un sous-produit du développement.

II. Une planification possible au Cameroun

Compte-tenu des contraintes politiques, socio-économiques et humaines de l'heure il apparaît que la meilleure politique de planification du Cameroun serait la suivante : à la faveur d'une planification, simplifiée, de la croissance faire se dégager implicitement une stratégie du développement c'est-à-dire les grands problèmes et les moyens d'amorcer leur solution.

Pourquoi une planification explicitement présentée comme stratégie du développement semble-t-elle actuellement difficile sinon impossible à mettre en oeuvre ?

La raison essentielle est la suivante : le pouvoir, aux échelons les plus élevés, s'il accepte une planification de la croissance, n'accepterait sans doute pas de se lier à une politique de développement posant clairement les grands problèmes et mettant en oeuvre les mesures difficiles que leur solution réclame. A ce refus probable on peut imaginer les motifs suivants, sans qu'il soit encore possible d'évaluer leur importance exacte :

- Volonté du pouvoir de garder sa liberté, son autorité, son pouvoir d'arbitrage dans une situation politique et économique encore instable, complexe et très diverse selon les régions.

- Conscience qu'il n'est pas encore possible de dégager ou d'appliquer, vu les contraintes intérieures et extérieures, une stratégie nationale du développement.

- Incapacité à concevoir la planification comme stratégie cohérente.

- Utilisation de la planification de la croissance comme stimulant et propagande de l'action gouvernementale ...

A lire les discours politiques adressés directement aux populations il apparaît en tout cas clairement que le Plan est toujours présenté en termes d'objectifs, de moyens et de résultats quantitatifs et comme concrétisation de l'action du gouvernement en faveur des populations. De fait le Plan de croissance permet aux populations de mesurer leurs efforts, l'effort du gouvernement et l'amélioration de leur niveau de vie qui en résulte. Cette présentation est politiquement avantageuse, elle est peut-être la seule actuellement accessible à la mentalité des populations qui ne pourraient comprendre les raisons profondes des choix fondamentaux impliqués par une stratégie du développement.

Cette présentation du Plan en termes d'investissements et de revenus n'est pas seulement un instrument de propagande intérieure. Elle apparaît aussi conforme aux exigences des sources extérieures de financement. Elle est peut-être enfin le seul instrument de dialogue qui permette au pouvoir de saisir explicitement les aspirations des diverses populations du pays.

Enfin on peut se demander si de nombreux cadres supérieurs de l'administration ont jamais longuement réfléchi aux grands problèmes de leurs pays et si, faute de temps, de liberté, de capacités techniques ou d'intérêt pour aborder ces problèmes, ils ne se cantonnent pas trop exclusivement dans la gestion des affaires courantes et dans la mise au point et la mise en oeuvre de projets ou d'actions particuliers.

La seule voie qui reste possible aux responsables de la planification semble donc être la suivante : profiter de la planification de la croissance, admise par les autorités et les populations mais peut-être en partie illusoire, pour dégager implicitement les problèmes-clés du développement et pour amorcer leur solution. Ces solutions seraient présentées comme nécessaires à la réalisation de la croissance et même, plus modestement encore, comme indispensables au succès de certaines actions.

Pour suivre cette voie il faut cependant qu'un minimum de cadres du pays, en particulier ceux qui s'occupent de planification, aient clairement conscience de ces problèmes stratégiques et des solutions nécessaires ou possibles, qu'ils incarnent en quelque sorte une certaine conception du développement de leur pays. Cette réflexion et cette prise de conscience seront les tâches essentielles de la phase préparatoire de l'élaboration du 3^o Plan.

Il est sans doute également nécessaire que ces problèmes de fond soient perçus aux échelons régionaux pour être, à la faveur de la planification régionale, présentés au pays et ressentis par le pouvoir comme une donnée politique importante issue de la base.

Enfin il faudrait analyser l'expérience du 2^o Plan (au niveau de l'élaboration et de l'exécution), voir si une certaine stratégie du développement n'a pas été sous-jacente et mesurer alors pourquoi et comment cette stratégie a été soit refusée, soit acceptée mais non appliquée (cf. les débats qui ont abouti au refus par la Commission de Synthèse du 2^o Plan des principales réformes de structures proposées).

+

+

+